

Editorial

# Pour une confrontation des socialistes du Moyen-Orient

Serge Mallet

**E**n 1914, la cause des étudiants serbes et croates qui voulaient libérer leur pays de l'emprise autrichienne était une cause juste : ils recherchaient l'alliance du tzarisme et permirent le déclenchement de la guerre mondiale. Tout aussi juste était celle des nationalistes irlandais qui s'allièrent à l'impérialisme allemand pour se libérer des Anglais. Il n'est pas, en 1941, un seul dirigeant nationaliste arabe qui n'ait pensé à trouver un appui du côté hitlérien ou mussolinien, la lutte pour la liberté de leurs peuples passait par la destruction des colonialismes anglais et français, donc l'alliance avec leur principal adversaire.

Le conflit israélo-arabe pose aux socialistes français un problème de cette nature. Il n'est pas toujours si facile de définir « les guerres justes » et « injustes ».

Le conflit israélo-arabe est en fait justiciable de deux types d'analyse : une qui se fonde sur l'aspect interne du conflit : entre Arabes et Juifs. C'est celui qui a motivé les réactions passionnelles d'un certain nombre

d'hommes de gauche, les portant d'un côté ou de l'autre avec le même enthousiasme juvénile. Du jour au lendemain, des militants qui voyaient dans « le socialisme arabe » le modèle de nos luttes ont traité Nasser de « chien fasciste », tandis que d'autres applaudissant en 1945 aux exploits du groupe Stern faisant sauter avec de la dynamite tchèque le G.Q.G. britannique de Palestine reprenaient le couplet de la propagande arabe sur « Israël, création de l'impérialisme ». J'espère, pour tous ceux-là, qu'ils commencent à reprendre leurs esprits et reliront avec quelque étonnement les propos passionnels qu'ils ont tenu.

Mais il est une analyse qu'il nous faut faire, car elle conditionne les positions que nous devons aujourd'hui essayer de promouvoir. Depuis deux à trois ans, un peu partout dans le monde, les agents du C.I.A. ont organisé, aidé à organiser ou donné leur caution à l'organisation de coups d'Etat, de putsches militaires visant à remplacer des gouvernements connus pour leur tendance neutraliste par des hommes de paille alignés sur la fidélité inconditionnelle à la politique améri-

caine. Dans cette longue liste, on ne trouvera pas un seul Etat membre du « camp socialiste » : comme si les accords de Téhéran et de Yalta demeuraient intangibles, on ne touche pas à la ceinture de sécurité de l'U.R.S.S. Mais tout se passe comme si l'on voulait restaurer l'hermétique partage du monde des années de la guerre froide. Un spécialiste écouté de stratégie politique américain, le professeur Hermann Kanh, nous a livré récemment, dans le livre qui a remplacé Machiavel et Clausewitz au chevet des généraux américains, la clef de cette nouvelle stratégie. L'entente au sommet des deux super-grands, symbolisée par l'alliance Kennedy-Khrouchchev se fondait sur l'existence toute nouvelle des fusées inter-continentales : le désastre atomique, directement à portée des deux grandes puissances, apparaissait comme la sanction de la guerre. Du coup, la compétition pour le leadership mondial se jouait sur le plan économique et politique : on vit U.R.S.S. et U.S.A. permettre la venue au pouvoir d'équipes réformistes ; le neutralisme était officiellement encouragé et les années 1950-1963 n'avaient cessé de voir s'élargir la zone « désengagée » du monde.

Le professeur Kanh nous explique que cette vision du monde : « la coexistence pacifique ou le spasme nucléaire » est une vue schématique. Dans les 37 barreaux de « l'échelle », il existe des formes variées d'intervention militaire qui ne déclenchent pas le fameux désastre. En un mot, il est aujourd'hui pensable de concevoir une guerre mondiale par théâtres d'opération distincts et sans utilisation des armes atomiques.

Du coup, la stratégie des « bases » redevient d'une brûlante actualité. Et les « neutres » redeviennent, comme à l'époque de feu Foster Dulles, les adversaires principaux. Les mêmes agents du C.I.A., qui encouragèrent il y a quatre ans l'expérience centriste de Georges Papandréou en Grèce ont tiré les fils des colonels de la Junte athénienne : l'arrivée au pouvoir, à la suite d'élections libres, de l'Union du Centre en Grèce, aurait signifié le

risque de voir neutraliser les bases maritimes, aériennes et aérospatiales de Crête et de Chypre, tournées aussi bien vers le nord que vers le sud. Les mêmes agents du C.I.A. qui recommandèrent au gouvernement américain de sauver Nasser lors de l'expédition de Suez ont décidé cette fois de l'abattre. Ils y ont aux 3/4 réussi et le déboulonnage de l'homme qui, depuis 15 ans, incarnait aux yeux du Tiers-Monde, avec Nehru, mort, Soekarno, renversé, et Tito vieillissant le « neutralisme actif » est une leçon qui servirait d'exemple.

Quelle que soit la justesse de la position de l'Etat d'Israël dans certaines de ses justifications, rien ne peut, ne doit nous faire oublier cet aspect du problème. Bien sûr, et Nasser (dont, en privé, les dirigeants israéliens vantaient la sagesse) et les dirigeants du Baath syrien ont eu tort de sous-estimer l'effet de leurs rodomontades sur l'état d'esprit d'Israël. Bien sûr, ils ont eu tort de feindre d'encourager les raids provocateurs des hommes de Choukéïri dont ils reconnaissent en privé qu'il était à leurs yeux un aventurier irresponsable. Bien sûr, ils ont eu tort — surtout — de ne pas chercher à bâtir avec le peuple juif d'Israël une cohabitation durable et de le contraindre à chercher des alliances si peu conformes aux prémisses originales de la constitution de cet Etat pionnier. Encore faut-il admettre que les dirigeants israéliens n'ont pas, de leur côté tellement cherché cette cohabitation, sûrs de l'avantage que leur conférait leur puissance technique et la sympathie des opinions publiques et des gouvernements occidentaux.

En un mot, Nasser et Djedid ont eu tort de faire croire que l'ennemi principal de la libération sociale et nationale des peuples arabes était le « sionisme, soutenu par l'impérialisme », alors qu'ils savaient fort bien que leurs adversaires les plus dangereux se trouvaient au sein même du monde arabe. Mais il est facile de Paris de stigmatiser les concessions faites au nationalisme étroit et au fanatisme religieux : les dirigeants athées du Mapaï n'ont-ils pas, de leur côté, fait les mêmes concessions ? Le mariage civil n'existe

pas, certes, en Egypte, mais en Israël non plus.

Reste le bilan de cette guerre, je parle du bilan politique : la victoire militaire d'Israël a obtenu deux résultats politiques : elle a ébranlé l'audience de l'homme d'Etat le plus réaliste du Moyen-Orient, de celui avec qui un jour, la paix, la vraie paix aurait été possible — et elle a mis en question la solidarité de l'aide apportée par l'Union Soviétique aux régimes « neutralistes ». Quelles conclusions vont en tirer l'aile purement nationaliste du nassérisme, et les masses arabes elles-mêmes, humiliées dans leur amour-propre national et convaincues, non sans quelques raisons, d'avoir été victimes d'un « lâchage » spectaculaire qu'il faut reconnaître l'état de fait qu'est l'existence de l'Etat hébreu d'Israël ? Ce serait bien mal connaître ce Moyen-Orient où l'Histoire la plus ancienne reste présente à toutes les mémoires et où l'on rappelle volontiers que l'Etat Croisé de Palestine a duré un siècle, puis...

- Mais par contre, certains — et c'est là le sens des luttes internes qui se déroulent à l'heure actuelle au Caire — en tireront la leçon que l'échec de Nasser tient à ce qu'il ait repoussé la protection américaine.

Que les dirigeants de l'Etat d'Israël se laissent entraîner par le « vertige du succès » et ce sera là la conclusion de cette guerre « victorieuse » : le renforcement de l'aile la

plus fanatique, la plus obscurantiste des dirigeants arabes, monnayant le soutien diplomatique des U.S.A. par la mise à la disposition des élèves du professeur Kanh des bases stratégiques qu'ils avaient perdues dans cette partie du monde.

Quant aux hommes de gauche en Europe, qu'il réfléchissent : le neutralisme actif, sur lequel peut seul s'appuyer la perspective d'arrivée au pouvoir d'une gauche européenne, a d'abord triomphé dans cette région marginale de l'Europe avant de gagner celle-ci : craignons que les icebergs de la guerre froide qui dérivent en Méditerranée orientale, d'Athènes à Tel-Aviv, ne remontent vers le Nord.

Oui, il faut faire au Moyen-Orient une vraie paix. Oui, il y a, et en Israël, et dans les pays arabes, des forces authentiquement socialistes qui savent ce que signifierait la « déneutralisation » du Moyen-Orient. C'est à elles, d'abord, que nous devons nous adresser, c'est elles que nous devons aider à dépasser les passions chauvines qui les ont emportées. Et pour faire cela, qui est notre intérêt, nous n'avons pas à jeter de l'huile sur le feu, à choisir « notre camp », mais à essayer patiemment de dégager, avec nos camarades socialistes israéliens et avec nos camarades socialistes arabes, les solutions qui favorisent l'établissement d'une paix durable au Moyen-Orient. □